

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.043/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 17 janvier 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "relatif à certains organismes de placement collectif publics", a donné le 24 janvier 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

L'urgence est motivée comme suit :

"Het verzoek om spoedbehandeling wordt gemotiveerd door de omstandigheid dat de Richtlijnen 2001/107/EG en 2001/108/EG de lidstaten opleggen om uiterlijk op 13 augustus 2003 de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen te nemen om aan deze Richtlijn te voldoen en dat deze nationale bepalingen uiterlijk op 13 februari 2004 in werking dienden te treden; dat het overigens passend is dat het uitvoeringsbesluit van de wet betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, dat onder meer de regelen uitwerkt die toepasselijk zijn op instellingen voor collectieve belegging die beantwoorden aan de voorwaarden van de Richtlijn 85/611/EEG, op hetzelfde ogenblik in werking treedt als de wet, dat renslotte buitenlandse ICBE's, die in hun land van herkomst voldoen aan de voorwaarden van de gewijzigde Richtlijn 85/611/EEG, op de Belgische markt worden verhandeld, terwijl de Belgische ICBE's hun beleggingsbeleid nog niet kunnen afstemmen op de bepalingen van vermelede Richtlijn, zoals gewijzigd";

L'arrêté examiné vise à donner exécution à la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuille d'investissement ¹.

Le projet devenu la loi du 20 juillet 2004, précitée, a fait l'objet d'un avis du Conseil d'État, donné le 23 février 2004, dans un délai ne dépassant pas cinq jours. Dans cet avis, le Conseil d'État a observé ce qui suit :

"Compte tenu du nombre important d'affaires dont est saisie la section de législation, des délais qui lui sont imposés, ainsi que du nombre d'avis donnés pendant le délai octroyé pour l'examen du présent avant-projet, il n'en reste pas moins qu'en lui soumettant ainsi in extremis un texte législatif d'une telle ampleur (243 articles), l'auteur de l'avant-projet la contraint de facto à se limiter à un examen nécessairement superficiel des innombrables règles qu'il comporte.

(1) À ce jour, cette loi n'est pas encore publiée; le dossier envoyé au Conseil d'État ne contenait pas la copie de l'original de la loi, telle qu'elle a été soumise à la signature du Roi.

C'est ainsi que le délai insuffisant qui lui est imparti pour s'assurer, notamment, de la correction de la transposition des directives précitées contraint à en privilégier le contrôle a posteriori par la Commission et la Cour de Justice, encore que pareille modalité de contrôle nuise à la sécurité juridique indissociable de l'impératif de prévisibilité que recherchent les agents économiques."

Le présent projet s'expose aux mêmes critiques.

En outre, s'agissant d'un arrêté, le Conseil d'État relève que près de six mois se sont écoulés entre l'adoption de la loi et la demande d'avis - dans un délai de cinq jours - sur le projet d'arrêté. Ceci se comprend d'autant moins que la loi et l'arrêté doivent entrer en vigueur le même jour. L'auteur du projet doit être en mesure de se justifier à ce sujet. En effet, il est rappelé que tant les Cours et tribunaux que la section d'administration du Conseil d'État vérifient la pertinence de la motivation spéciale de l'urgence invoquée pour saisir le Conseil d'État dans un délai de cinq jours.

C'est sous cette réserve qu'est donné le présent avis.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalité préalable

Le délégué du ministre des Finances a informé le Conseil d'État que le projet a été soumis, en application de l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, à l'accord du Ministre chargé du budget, mais que cet accord n'est pas encore donné.

Il convient de remédier à cette lacune.

Fondement juridique

1.1. Le préambule mentionne diverses dispositions de la loi du 20 juillet 2004, précitée, que l'arrêté en projet est censé exécuter. Étant donné la multitude des articles ainsi visés, il conviendrait que le rapport au Roi précise, article par article, les dispositions de la loi du 20 juillet 2004, précitée, qui constituent le fondement légal précis des dispositions du présent projet. Le rapport au Roi soumis au Conseil d'État avec le projet d'arrêté ne comporte, en effet, aucune indication à cet égard.

Il conviendrait, par ailleurs, que le rapport au Roi précise les raisons pour lesquelles de nombreuses dispositions de la loi du 20 juillet 2004, précitée, ne sont pas visées au préambule de l'arrêté en projet alors qu'elles comportent également des habilitations au Roi ². Cette façon de procéder permettrait de s'assurer que les diverses dispositions de la loi du 20 juillet 2004, précitée, ont été exécutées de manière à réaliser la transposition complète des directives visées au préambule.

1.2. Le projet confère dans de nombreuses dispositions certains pouvoirs de décision individuelle à la Commission bancaire, financière et des assurances (ci-après, dénommée CBFA). Dans l'exercice de ces pouvoirs, la CBFA est même autorisée à déroger aux dispositions de l'arrêté ou à compléter celles-ci.

(2) Articles 3, 1°, c), 4, 1°), c), 5, 11, 27, § 1^{er}, alinéa 8, 41, § 1^{er}, alinéa 2, 48, § 2, alinéa 2, 62, § 2, alinéa 1^{er}, 66, 67, § 3, 69, 76, § 1^{er}, alinéa 2, 80, alinéa 4, 107, 109, alinéa 2, 110, alinéa 1^{er} et 3, 111, alinéa 3, 112, 116, 2°, 119, 2°, 120, alinéa 3, 121, §§ 5 et 6, 122, 124, 125, §§ 1^{er}, 2 et 3, 126, 154, § 3, alinéa 2, 169, alinéa 2, 172, § 3, 174, 185, alinéa 2, 186, alinéa 3, 189, § 2, alinéa 10, §§ 4 et 5, alinéa 3, et § 6, 203, 204, 240.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'État n'a pas pu vérifier si ces dispositions peuvent se fonder sur une habilitation légale. Il appartient au rapport au Roi d'indiquer dans le commentaire de chaque article, la (ou les) disposition(s) légale(s) sur lesquelles se fondent les articles du projet qui prévoient une telle attribution. Il en va ainsi par exemple, des articles 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, 7, alinéa 2, 10, 14, etc.

2.1. Un certain nombre de dispositions de l'arrêté en projet répètent celles qui figurent déjà dans la loi du 20 juillet 2004, précitée. Il n'appartient pas au Roi de reproduire ou de paraphraser des dispositions légales. Les articles en question du projet doivent, dès lors, être omis. Il en va ainsi, par exemple, de l'article 8, alinéa 2.

2.2. Une observation similaire doit être faite en ce qui concerne l'attribution du pouvoir réglementaire à la CBFA qui ne peut se faire que par la loi. Cette attribution fait l'objet tant de l'article 64 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers que de diverses dispositions de la loi du 20 juillet 2004, précitée.³

Il n'appartient pas au Roi de répéter dans l'arrêté en projet le pouvoir réglementaire ainsi conféré à la CBFA. Il en va ainsi, notamment, des articles 33, § 5, 46, § 5, 49, § 2, 72, 2° et 73.

Ces précisions trouveraient mieux leur place dans le rapport au Roi.

3.1. L'arrêté en projet dispose qu'il assure la transposition partielle⁴ de la directive 2001/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 janvier 2002 modifiant la directive 85/611/CEE du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) en vue d'introduire une réglementation relative aux

(3) Articles 40, § 1^{er}, alinéa 6, 81, alinéa 1^{er}, 158, alinéa 2, 162, 184, alinéa 1^{er} et 185, alinéa 1^{er}.

(4) Ce qui semble également apparaître du tableau joint au rapport au Roi.

sociétés de gestion et aux prospectus simplifiés. Le Conseil d'État suppose que l'auteur du projet utilise les termes de "transposition partielle" parce que certains articles de la directive 2001/107/CE, précitée, ont été transposés par la loi du 20 juillet 2004, précitée, et d'autres, par l'arrêté en projet.

Il conviendrait de joindre au rapport au Roi un tableau indiquant, pour chacun des articles de la directive 85/611/CEE, précitée, telle que modifiée notamment par les directives 2001/107/CE, précitée, et 2001/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 janvier 2002 modifiant la directive 85/611/CEE du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), en ce qui concerne les placements des OPCVM, les dispositions qui les transposent soit par la loi, soit par l'arrêté en projet.

Il s'agirait donc de fusionner le tableau de concordance accompagnant le projet de loi ⁵ et celui qui accompagne le présent projet.

3.2. Le tableau de concordance joint au rapport au Roi contient certaines inexactitudes. Ainsi, par exemple, l'article 27, § 2, de la directive 85/611/CEE, précitée, n'est pas transposé par l'article 114 mais bien par l'article 113 du projet.

3.3. Pour un certain nombre d'articles du projet, le Conseil d'État n'aperçoit pas précisément en quoi ils constituent la transposition des articles de la directive 85/611/CEE, précitée, indiqués dans le tableau de concordance. Il en est ainsi, par exemple, des articles 72 et 73 du projet qui, selon le tableau de concordance, transposent l'article 21, § 2, de la directive 85/611/CEE, précitée.

4. De façon plus fondamentale, le Conseil d'État observe que le rapport au Roi se borne souvent à paraphraser le dispositif. Il conviendrait de revoir le rapport au Roi afin qu'il puisse utilement éclairer l'objectif et la portée des dispositions en projet.

⁽⁵⁾ Le Conseil d'État rappelle à ce sujet qu'il avait formulé un certain nombre d'observations sur ce tableau de concordance.

5.1. Compte tenu du bref délai imparti, il n'a pas été possible au Conseil d'État de vérifier l'exactitude des multiples renvois auxquels il est procédé dans de nombreuses dispositions du projet soit à d'autres dispositions du projet, soit à des dispositions de directives, d'autres lois ou d'arrêtés. La question se pose toutefois de savoir si certains de ces renvois ne sont pas erronés.

À titre d'exemple, ne conviendrait-il pas d'écrire à l'article 32, §1^{er}, 9°, b), (ii), un marché réglementé "visé aux 1°, 2° ou 3° (du même paragraphe)" au lieu de "au sens de l'article 2, 3°, 5° ou 6°, de la loi du 2 août 2002 ou sur un marché d'un État non membre de l'Espace économique européen qui applique à ce marché des dispositions équivalentes à celles prévues par la directive 2001/34/CE"?

5.2. Certains renvois sont faits de manière trop générale et ne permettent pas d'identifier précisément les dispositions auxquelles il est fait référence. Ainsi, par exemple, l'article 151 du projet dispose que les organismes de placement collectif et leurs compartiments sont soumis "aux dispositions du présent arrêté, pour autant que ces dernières soient prises en exécution d'articles de la loi qui leur sont applicables". Il convient d'indiquer clairement les dispositions de l'arrêté qui sont visées.

6. Dans le bref délai imparti, le Conseil d'État n'a pu vérifier si l'ensemble des dispositions du projet est conforme aux dispositions légales. Tel ne semble pas toujours être le cas. Ainsi, l'article 141 du projet dispose :

"Les chapitres IV et V de la loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres, ainsi que ses arrêtés d'exécution, sont applicables",

alors que l'article 227 de la loi du 20 juillet 2004, précitée, remplace l'article 11 de la loi du 22 avril 2003, précitée, par la disposition suivante :

"Art. 11. Sauf s'il s'agit d'une opération visée à l'article 3, § 1^{er}, 2°, les chapitres IV et V ne s'appliquent pas aux offres publiques de titres d'organismes de placement collectif visés à la Partie II de la loi du ... relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement".

7. Lorsqu'elles n'ont pas été préalablement définies à l'article 2 en projet, il convient de viser les directives ⁶ et les lois ⁷ auxquelles il est renvoyé pour la première fois dans diverses dispositions en projet par l'indication de leur date et de leur intitulé complet, suivi de leur intitulé concis (ci-après "la directive 78/660/CEE" ou "la loi du 2 août 2002").

⁽⁶⁾ Voir, par exemple, les articles 32, § 1^{er}, b), (iv), 34, § 5, alinéa 3 et 123, 6°.

⁽⁷⁾ Voir, par exemple, l'article 32, § 1^{er}, 1° et 8°, b), (ii).

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.043/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 januari 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging", heeft op 24 januari 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering aldus :

"Het verzoek om spoedbehandeling wordt gemotiveerd door de omstandigheid dat de Richtlijnen 2001/107/EG en 2001/108/EG de lidstaten opleggen om uiterlijk op 13 augustus 2003 de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen te nemen om aan deze Richtlijn te voldoen en dat deze nationale bepalingen uiterlijk op 13 februari 2004 in werking dienden te treden; dat het overigens passend is dat het uitvoeringsbesluit van de wet betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, dat onder meer de regelen uitwerkt die toepasselijk zijn op instellingen voor collectieve belegging die beantwoorden aan de voorwaarden van de Richtlijn 85/611/EEG, op hetzelfde ogenblik in werking treedt als de wet, dat renslotte buitenlandse ICBE's, die in hun land van herkomst voldoen aan de voorwaarden van de gewijzigde Richtlijn 85/611/EEG, op de Belgische markt worden verhandeld, terwijl de Belgische ICBE's hun beleggingsbeleid nog niet kunnen afstemmen op de bepalingen van vermelede Richtlijn, zoals gewijzigd";

Het onderzochte besluit wil uitvoering geven aan de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles ¹.

Over het ontwerp, dat de genoemde wet van 20 juli 2004 is geworden, bestaat een advies van de Raad van State, dat op 23 februari 2004 uitgebracht is, binnen een termijn van vijf dagen. In dat advies heeft de Raad van State het volgende opgemerkt :

"Gelet op het grote aantal zaken dat bij de afdeling wetgeving aanhangig is, op de termijnen die haar zijn opgelegd en op het aantal adviezen dat uitgebracht is tijdens de termijn die toegestaan is voor het onderzoek van dit voorontwerp, neemt zulks evenwel geenszins weg dat de steller van het voorontwerp, door haar in extremis een wetgevende tekst van zulk een omvang (243 artikelen) voor te leggen, haar er de facto toe dwingt zich te beperken tot een noodzakelijkerwijs oppervlakkig onderzoek van de talrijke regels die deze tekst bevat.

De ontoereikende termijn die aan de Raad van State is toegemeten om zich er inzonderheid van te vergewissen dat de voormelde richtlijnen correct worden

(1) Die wet is tot op heden nog niet bekendgemaakt; het dossier dat naar de Raad van State is gestuurd bevatte geen kopie van het origineel van de wet, zoals die ter ondertekening aan de Koning is voorgelegd.

omgezet, noopt er aldus toe voorrang te geven aan toetsing a posteriori door de Commissie en het Hof van Justitie, ook al schaadt een dergelijke manier van toetsing de rechtszekerheid, die onverbrekkelijk verbonden is met de eis van voorzienbaarheid die door de economische subjecten wordt nagestreefd."

Dezelfde kritiek geldt voor het thans voorliggende ontwerp.

Aangezien het om een besluit gaat, wijst de Raad van State er bovendien op dat er bijna zes maanden verstreken zijn tussen de goedkeuring van de wet en het verzoek om een advies - binnen een termijn van vijf dagen - over het ontwerp van besluit. Dat is des te minder begrijpelijk daar de wet en het besluit op dezelfde dag in werking moeten treden. De steller van het ontwerp dient zulks te kunnen verantwoorden. Er wordt immers aan herinnerd dat zowel de hoven en rechtbanken als de afdeling Administratie van de Raad van State nagaan of de bijzondere motivering van de spoedeisendheid die wordt aangevoerd om de Raad van State te vragen binnen vijf dagen een advies uit te brengen, afdoende is.

Dit advies wordt onder dat voorbehoud gegeven.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvoorschrift

De gemachtigde van de Minister van Financiën heeft de Raad van State meegedeeld dat het ontwerp overeenkomstig artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, ter fine van akkoordbevinding is voorgelegd aan de Minister belast met de begroting, maar dat die akkoordbevinding nog niet voorhanden is.

Die leemte dient te worden verholpen.

Rechtsgrond

1.1. In de aanhef worden verscheidene bepalingen van de genoemde wet van 20 juli 2004 vermeld, waaraan het ontworpen besluit geacht wordt uitvoering te geven. Gezien het hoge aantal artikelen dat aldus wordt opgesomd, dient in het verslag aan de Koning per artikel te worden gepreciseerd welke bepalingen van de genoemde wet van 20 juli 2004 juist de rechtsgrond vormen van de bepalingen van het voorliggende ontwerp. In het verslag aan de Koning dat samen met het ontwerpbesluit aan de Raad van State is voorgelegd, staat daarover immers niets.

Bovendien dient in het verslag aan de Koning te worden uitgelegd waarom heel wat bepalingen van de genoemde wet van 20 juli 2004 niet vermeld worden in de aanhef van het ontworpen besluit, terwijl ze ook machtigingen verlenen aan de Koning². Zulks zou het mogelijk maken na te gaan of de verscheidene bepalingen van de genoemde wet van 20 juli 2004 zo ten uitvoer zijn gelegd dat de in de aanhef genoemde richtlijnen volledig zijn omgezet.

(2) Artikelen 3, 1°, c), 4, 1°), c), 5, 11, 27, § 1, achtste lid, 41, § 1, tweede lid, 48, § 2, tweede lid, 62, § 2, eerste lid, 66, 67, § 3, 69, 76, § 1, tweede lid, 80, vierde lid, 107, 109, tweede lid, 110, eerste en derde lid, 111, derde lid, 112, 116, 2°, 119, 2°, 120, derde lid, 121, §§ 5 en 6, 122, 124, 125, §§ 1, 2 en 3, 126, 154, § 3, tweede lid, 169, tweede lid, 172, § 3, 174, 185, tweede lid, 186, derde lid, 189, § 2, tiende lid, §§ 4 en 5, derde lid, en § 6, 203, 204, 240.

1.2. In heel wat bepalingen van het ontwerp worden bepaalde individuele beslissingsbevoegdheden verleend aan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen (hierna de CBFA genoemd). De CBFA is zelfs gemachtigd bij de uitoefening van die bevoegdheden af te wijken van de bepalingen van het besluit, of die aan te vullen.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, heeft de Raad van State niet kunnen nagaan of voor die bepalingen een machtiging door de wetgever voorhanden is. In het verslag aan de Koning moet(en) in de bespreking van elk artikel de wetsbepaling(en) worden opgegeven waarop de artikelen van het ontwerp waarbij zulk een bevoegdheid wordt toegekend, steunen. Dat geldt bijvoorbeeld voor de artikelen 6, § 1, eerste lid, 7°, 7, tweede lid, 10, 14, enz.

2.1. Een zeker aantal bepalingen van het ontworpen besluit zijn een herhaling van de bepalingen die reeds in de genoemde wet van 20 juli 2004 staan. De Koning mag geen wetsbepalingen overnemen of parafraseren. De betrokken artikelen van het ontwerp moeten bijgevolg vervallen. Dat geldt bijvoorbeeld voor artikel 8, tweede lid.

2.2. Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt wat betreft de toekenning van de verordeningsbevoegdheid aan de CBFA, die alleen bij wet kan geschieden. Die bevoegdheidsopdracht komt zowel in artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten voor, als in verscheidene bepalingen van de genoemde wet van 20 juli 2004³.

De Koning mag in het ontworpen besluit de aldus aan de CBFA toegekende verordeningsbevoegdheid, niet nog eens vermelden. Dat geldt onder meer voor de artikelen 33, § 5, 46, § 5, 49, § 2, 72, 2° en 73.

Die preciseringen horen veeleer thuis in het verslag aan de Koning.

⁽³⁾ Artikelen 40, § 1, zesde lid, 81, eerste lid, 158, tweede lid, 162, 184, eerste lid, en 185, eerste lid.

3.1. Het ontworpen besluit bepaalt dat het de gedeeltelijke omzetting⁴ tot doel heeft van Richtlijn 2001/107/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 tot wijziging van Richtlijn 85/611/EEG van de Raad tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's) met het oog op de reglementering van beheermaatschappijen en vereenvoudigde prospectussen. De Raad van State veronderstelt dat de steller van het ontwerp de woorden "gedeeltelijke omzetting" gebruikt, omdat bepaalde artikelen van de voornoemde richtlijn 2001/007/EG zijn omgezet bij de voornoemde wet van 20 juli 2004 en andere bij het ontworpen besluit.

Bij het verslag aan de Koning behoort een tabel te worden gevoegd waarin wordt aangegeven voor elk artikel van de voormelde richtlijn 85/611/EEG, zoals inzonderheid gewijzigd bij de voormelde richtlijn 2001/107/EG en richtlijn 2001/108/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 tot wijziging van Richtlijn 85/611/EEG van de Raad tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's), betreffende beleggingen van icbe's, welke bepalingen ze hetzij bij de wet, hetzij bij het ontworpen besluit omzetten.

De concordantietabel die bij het wetsontwerp⁵ is gevoegd en die welke bij het onderhavige ontwerp is gevoegd, moeten dus worden samengevoegd.

3.2. De concordantietabel die bij het verslag aan de Koning is gevoegd, bevat een aantal onnauwkeurigheden. Zo bijvoorbeeld wordt artikel 27, tweede lid, van de voormelde richtlijn 85/611/EEG niet omgezet bij artikel 114, maar bij artikel 113 van het ontwerp.

3.3. Bij een aantal artikelen van het ontwerp is het de Raad van State niet helemaal duidelijk in welk opzicht ze de in de concordantietabel vermelde artikelen van de genoemde richtlijn 85/611/EEG omzetten. Dat is bijvoorbeeld het geval met de

(4) Wat ook lijkt te kunnen worden afgeleid uit de tabel die bij het verslag aan de Koning is gevoegd.

(5) De Raad van State wijst er in dat verband op dat hij een aantal opmerkingen bij die concordantietabel had gemaakt.

artikelen 72 en 73 van het ontwerp die, volgens de concordantietabel, artikel 21, tweede lid, van de voormelde richtlijn 85/611/EEG omzetten.

4. Meer ten gronde merkt de Raad van State op dat het verslag aan de Koning vaak slechts een parafrase van het dispositief bevat. Het verslag aan de Koning moet zo worden herzien dat het duidelijkheid kan verschaffen omtrent het doel en de strekking van de ontworpen bepalingen.

5.1. Gelet op de korte termijn die hem is toegemeten, heeft de Raad van State niet kunnen nagaan of de verschillende verwijzingen in talrijke bepalingen van het ontwerp, naar andere bepalingen van het ontwerp, naar bepalingen van richtlijnen of van andere wetten of besluiten wel juist zijn. Toch rijst de vraag of sommige van die verwijzingen niet verkeerd zijn.

Zou bijvoorbeeld in artikel 32, § 1, 9°, b), (ii), niet moeten worden geschreven: een gereguleerde markt "als bedoeld in 1°, 2° of 3° (van dezelfde paragraaf)", in plaats van "in de zin van artikel 2, 3°, 5° of 6°, van de wet van 2 augustus 2002 of een markt van een staat die geen lidstaat is van de Europese Economische Ruimte en die met betrekking tot deze markt gelijkwaardige bepalingen toepast als deze die zijn vastgesteld in de Richtlijn 2001/34/EG"?

5.2. Sommige verwijzingen zijn te algemeen en er kan niet precies uit worden opgemaakt naar welke bepalingen wordt verwezen. Zo bijvoorbeeld bepaalt artikel 151 van het ontwerp dat de instellingen voor collectieve belegging en hun compartimenten onderworpen zijn "aan de bepalingen van dit besluit, voorzover deze bepalingen zijn genomen in uitvoering van de op hen toepasselijke wetsartikelen". Er moet duidelijk worden vermeld om welke bepalingen van het besluit het gaat.

6. Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, heeft de Raad van State niet kunnen nagaan of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met de wetsbepalingen. Dat lijkt niet altijd het geval te zijn. Zo bepaalt artikel 141 van het ontwerp :

"De hoofdstukken IV en V van de wet van 22 april 2003 betreffende de openbare aanbiedingen van effecten, alsook [de] uitvoeringsbesluiten [ervan], zijn van toepassing",

terwijl artikel 11 van die wet van 22 april 2003 bij artikel 227 van de voormelde wet van 20 juli 2004 vervangen wordt als volgt :

"Art. 11. Behalve in geval van de verrichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, zijn de hoofdstukken IV en V niet van toepassing op de openbare aanbiedingen van effecten van instellingen voor collectieve belegging als bedoeld in Deel II van de wet van ... betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles".

7. Wanneer richtlijnen ⁶ en wetten ⁷ waarnaar in verscheidene ontworpen bepalingen wordt verwezen niet vooraf in het ontworpen artikel 2 zijn omschreven, dan moeten ze, wanneer ze voor het eerst in de tekst voorkomen, worden vermeld met de datum en het volledige opschrift, gevolgd door de verkorte benaming ervan (hierna te noemen "richtlijn 78/660/EEG" of "de wet van 2 augustus 2002").

⁽⁶⁾ Zie, bijvoorbeeld, de artikelen 32, § 1, b), (iv), 34, § 5, derde lid, en 123, 6°.

⁽⁷⁾ Zie, bijvoorbeeld, artikel 32, § 1, 1° en 8°, b), (ii).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS